

Répondre à la crise

La crise que traverse l'agriculture est trop grave pour en faire un enjeu politique comme tentent de le faire les députés LR.

Dans un communiqué commun publié le 4 février, les députés socialistes de Bretagne ont fermement rappelé l'origine de cette crise et apporté des éléments de réponses.



Les filières doivent s'organiser

Car, comme l'a souligné Stéphane Le Foll, l'origine des difficultés que connaissent les éleveurs ne date pas d'aujourd'hui. Elles s'expliquent par la dérégulation, notamment à cause de la suppression des quotas laitiers ou loi LME, par exemple, décidées sous le quinquennat précédent et les distorsions de concurrence à l'échelle européenne. La droite propose d'augmenter la TVA ou la CSG pour financer des baisses de cotisations sociales aux agriculteurs.

« Nous sommes opposés à cette mesure qui frapperait le pouvoir d'achat de tous les Français et serait une étape supplémentaire dans la course au moins disant social et environnemental, qui a déjà fait tant de dégâts », rappellent les députés socialistes de Bretagne.

« Les agriculteurs demandent avant tout, et à juste titre, des prix rémunérateurs qui doivent être obtenus par une meilleure organisation des filières et par la valorisation de leurs productions ».

Les solutions à la crise doivent être recherchées à trois niveaux.

D'abord, à l'échelle européenne. Stéphane Le Foll propose un décret qui étend l'étiquetage de l'origine aux produits transformés. Il est indispensable que la Commission européenne soutienne cette démarche lors du prochain Conseil des ministres et qu'elle prenne une

initiative législative à ce sujet. Les députés socialistes bretons l'ont saisi en ce sens et demandent la levée de l'embargo russe sur les produits alimentaires européens et soutiennent la demande du ministre visant à obtenir de l'Europe des mesures de régulation des volumes de production.

Ensuite à l'échelle nationale : avec le soutien du ministre de l'Agriculture, des mesures fiscales ont été prises pour mieux prendre en compte la volatilité des revenus agricoles et faciliter l'investissement. Il convient désormais, sans qu'une nouvelle loi ne soit nécessaire, d'accélérer la simplification des formalités administratives inutiles ou superflues. Les aides d'urgences doivent être actionnées au plus vite et bénéficier immédiatement aux éleveurs.

Cela va de pair avec une responsabilisation de la grande distribution, à l'image de l'action engagée par Manuel Valls, le 8 février.

Enfin, à l'échelle régionale, les députés socialistes soutiennent pleinement la démarche engagée par les acteurs bretons, avec le Conseil régional et les services de l'État, en faveur d'un véritable plan stratégique pour la filière porcine bretonne, défini et accepté par tous les acteurs de cette filière, de la production jusqu'à la distribution.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 11/02/2016



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Identités harmonieuses

« **O**ui, je suis Française et Bretonne et Européenne et aussi Iranienne. Ces identités, auxquelles je suis également attachée, ne s'excluent pas, elles se conjuguent harmonieusement ». Forough Salami a été obligée d'écrire cette mise au point suite aux attaques d'une violence inouïe dont elle a été victime sur les réseaux sociaux. Son « crime » ? Avoir écrit, en français et en persan, sur son profil Twitter, son nom et ses fonctions au Conseil régional. Pour ce simple clin d'œil, la vice-présidente de la Région, chargée de l'International, a été la cible d'attaques inadmissibles de la part de l'Extrême-droite.

En quoi écrire en persan sur un compte Twitter remet en cause le fait que le français est la langue de la République ? En rien. Mais le Front national est toujours à l'affût de la moindre polémique.

PS29

Chiffre de la semaine

132 euros par mois

C'est le montant de la prime pour l'activité, versée à un salarié célibataire au SMIC pour la première fois, le 5 février.